

Quel est le prix de l'Union européenne aujourd'hui?

Par Emmanuel Garessus

Quel est finalement le prix de l'Union européenne? Les résultats des élections européennes et le scepticisme voire l'opposition à l'Union européenne exprimé par 30,5% de l'électorat (contre 21,4% précédemment) renvoient immédiatement aux thèses de rationalité et de maximisation du bien-être de Gary Becker, le Prix Nobel d'économie en 1992 et décédé le 3 mai dernier.

Le scepticisme à l'égard de l'Union européenne exprimé par 30,5% de l'électorat (contre 21,4% aux dernières élections) peut être analysé à l'aide des thèses de rationalité économique de Gary Becker, le Prix Nobel d'économie de 1992 décédé le 3 mai dernier.

Avant d'en revenir au Parlement européen, il faut rappeler que Gary Becker est le professeur d'économie américain qui a sorti l'économie de ses abstractions pour l'amener à s'intéresser à tous les domaines de la vie quotidienne. Il a étendu ses thèses de rationalité économique à la discrimination, à l'école et même aux rapports amoureux. Le pont créé entre l'économie et la sociologie a fait de lui «l'architecte d'une véritable science de la société», selon un autre Prix Nobel, George Stigler (NYT).

Son influence est considérable. Aujourd'hui les économistes s'expriment sur absolument tous les sujets de société, souvent très éloignés de leur centre de compétences. Les nouveaux modes de communication n'y sont pas étrangers. Gary Becker a écrit durant deux décennies une chronique pour Business Week et dès 2002 animé un blog célèbre avec le juriste Richard Posner. Le Financial Times a fort justement titré sa nécrologie de Gary Becker: «L'homme qui a mis un prix à toute chose». L'économiste a montré que l'individu cherchait à maximiser son bien-être. Son idée de la rationalité économique dépasse la seule prise en compte des coûts et bénéfices. Pour ce libéral convaincu, «la liberté individuelle est la condition nécessaire à la maximisation du bien-être» 1. Son analyse l'a par exemple incité à plaider pour la légalisation des drogues en raison du coût exorbitant de la guerre contre la drogue, pour une forte taxation des armes à feu et contre le salaire minimum.

Un grand innovateur, selon The Economist, Gary Becker est aussi le fondateur, avec Théodore Schultz, de l'idée de capital humain (1964). Il est également l'un des premiers à s'être penché sur la discrimination. Ce qui – on le verra – peut être utile

dans l'analyse du scrutin de dimanche puisqu'en France par exemple l'immigration a été l'un des deux thèmes majeurs dans le choix d'une liste. Gary Becker rejette l'idée marxiste selon laquelle la discrimination profitait à l'entreprise qui la pratiquait. C'est en effet une «stratégie» coûteuse de se priver de l'engagement d'une personne sous prétexte de sa religion ou de sa couleur de peau, surtout sur un marché concurrentiel. Cela n'empêche pas certains acteurs de faire un choix basé sur leurs propres valeurs plutôt que leur profit. Le comportement est fonction du gain matériel, mais surtout d'un ensemble de valeurs et préférences.

Comment le Prix Nobel aurait-il analysé le scrutin au Parlement européen? Le désintérêt pour l'UE et le désir de sanction des «élites» ont naturellement mis en évidence le peu de «bien-être» créé par les dirigeants européens. Le résultat exprime-t-il un choix rationnel? Naturellement insatisfait par des décisions sur lesquelles il n'a aucun pouvoir, qui ne conduisent qu'au déclin économique et à la détérioration du pouvoir d'achat, l'électeur sait que son vote n'a absolument aucun impact sur les décisions politiques: une voix parmi 500 millions de citoyens! Il a peut-être une idée biaisée de son poids et de son utilité. Mais celle-ci, pour reprendre Raymond Boudon, est peut-être «si élevée qu'elle compense la probabilité infiniment faible qu'un vote singulier soit décisif. C'est l'argument qu'utilise Pascal pour convaincre le libertin de parier sur l'existence de Dieu.» 2

Peut-on expliquer de cette façon un pareil vote sanction? L'occasion a fait le larron. Les occasions d'exprimer son malaise sont rares dans l'UE. En 2014, dans l'UE, on exprime son mal-être faute de maximiser son bien-être. Mais est-ce que l'opposition à la gestion de l'UE peut justifier un vote UKIP, FN ou AfD? Beaucoup d'électeurs n'ont pas hésité à faire le pas, même si de nombreux intellectuels se sont sentis orphelins et n'ont pas voté.

Mais pourquoi un vote anti-immigration? Le malaise ne se résume pas aux politiques dites d'austérité et aux 3% de déficit budgétaire. L'objectif des eurocrates est une harmonisation des politiques et la suppression des différences entre les pays, religions, genres et groupes sociaux, quitte à dénoncer toute opposition de discriminatoire. Ce politiquement correct, dénoncé par Thilo Sarrazin dans La nouvelle terreur de la vertu, est une création élitaine. Les citoyens veulent cultiver leurs particularités. Il y a des différences qu'on ne peut abolir. Pour René Scheu, rédacteur en chef du Schweizer Monat, «qui ose remettre en cause l'égalitarisme est traité de raciste. Et qui aimerait être traité de la sorte?» Mieux vaut se taire et, pour un grand nombre de citoyens, exprimer son refus et voter populiste.

Tout a été fait pour favoriser le vote sanction. Chaque citoyen savait que le résultat serait sans effet majeur. Le spectacle de ce début de semaine le confirme. Schulz ou Juncker? Est-ce la preuve que le message de l'électeur a été entendu? Malgré le «séisme» de dimanche, les objectifs de l'UE demeurent la centralisation des décisions, l'approfondissement et l'harmonisation. Une majorité significative existe au Parlement pour maintenir le cap.

Si les fonctionnaires et politiciens bruxellois faisaient appel à la rationalité économique de Gary Becker, leur interprétation du vote les amènerait certes à reconnaître un déficit de communication, mais aussi à porter l'effort au Parlement sur

le ralliement des partis centristes et à diluer au maximum le pouvoir des euro-sceptiques. Pour eux, il faut hâter le pas vers «plus d'Europe». La Suisse n'a aucune raison d'espérer un traitement de faveur.

Gary Becker avait le mérite de multiplier les angles d'approche d'un problème même s'il a souvent privilégié les aspects strictement économiques. L'analyse du scrutin de dimanche ne peut pas se limiter à l'austérité. Elle doit intégrer la distance toujours plus vaste, le fossé, entre le citoyen et Bruxelles. L'UE a réduit la liberté individuelle, la responsabilité personnelle et les droits de propriété en Europe. La crise économique n'est que sa conséquence rationnelle.

1. Kurt Leube, directeur de l'ECAEF, Vaduz, www.hayek.de

2. «L'Homme libre. Mélanges en l'honneur de Pascal Salin», Les Belles Lettres, 2006.

LE TEMPS© 2014 Le Temps SA